

la dette est un faux problème (suite)

2027, 6,7 milliards d'euros d'économie. C'est le but : réduire le déficit sur le dos des chômeurs. Ces économies ne sont absolument pas nécessaires, puisque celle-ci, gérée par l'UNEDIC est excédentaire depuis plusieurs années, et que ses perspectives sont positives. C'est un magot sur lequel le gouvernement veut mettre la main pour financer ses cadeaux aux entreprises. Il y a aussi la volonté de reprendre le contrôle de la caisse de l'assurance chômage, remettant en cause les négociations entre les partenaires sociaux établies depuis 1958.

Les économies sont nécessaires pour sauver notre modèle social

C'est exactement l'inverse. Les coupes dans les assurances sociales ne font que favoriser le recours aux assurances privées. En effet, les dépenses socialisées représentent plus de 600 milliards d'euros par an. Alors que les pensions du régime par répartition ont été réduites, le montant des cotisations d'épargne privée pour la retraite a crû de 27% entre 2015 et 2019, et la part de la retraite par capitalisation a bondi de 30% entre 2018 et 2020.

Baisser les cotisations sociales fait baisser les salaires

C'est en réalité une logique perdant-perdant. Les cotisations patronales sont en effet du salaire socialisé et différé, qui sera redistribué aux salariés sous forme de droits quand le besoin s'en fait sentir (retraite, maladie, chômage, accident du travail, famille). Et les cotisations salariales, si elles sont prélevées sur le salaire brut, elles permettent d'accéder à une assurance sociale bien moins chère que les assurances privées. Par exemple les coûts de gestion des complémentaires santé privées sont de 20% quand celles de la SS sont de 3,4%.

La Sécurité sociale est un système socialisé, où chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Les complémentaires santé privées (hors mutuelles) proposent des tarifs différents en fonction du profil du client (niveau de revenu, antécédents médicaux, habitudes de vie,...). Problème : c'est contraire à la logique de santé publique car la santé des uns a des conséquences sur celle des autres, par exemple lors d'épidémie. C'est au final plus coûteux car la non prise en charge d'une maladie tend à l'aggraver et/ou la rendre chronique.

3 - Augmenter la TVA : le retour d'une idée dangereuse

Le gouvernement étudie la possibilité de mettre en place la TVA sociale. Il s'agirait de transférer cinq points de cotisations salariales et patronales vers la TVA. Un point de TVA rapporte 7 milliards d'euros. Pour atteindre 60 milliards, il faudrait augmenter la TVA de plus de 8,6 points, soit un taux de 29%.

La TVA est un impôt injuste et profondément inégalitaire, car on le paie en proportion de sa consommation, et non de son revenu. La TVA réduit considérablement l'efficacité des systèmes de redistribution que constituent les prestations sociales et les prélèvements obligatoires. La TVA supprime un quart de la redistribution en France.

Baisser les cotisations sociales redonnera de la compétitivité à l'économie française

L'idée est de faire baisser le "coût du travail" en réduisant les cotisations sociales, et donc de reporter l'effort financier des entreprises vers les consommateurs. Ainsi, les produits importés seraient désavantagés par rapport aux produits français. Dans la réalité, les entreprises ont plutôt tendance à augmenter leurs marges et même si elles ne le font pas, la TVA sociale ne peut avoir de conséquences sur la productivité qu'à condition que les salaires n'augmentent pas. Ce qui entraîne une perte de pouvoir d'achat des salaires, au moins pour les produits importés. S'ensuivrait une diminution de la consommation populaire qui contribue pour moitié au PIB français et donc pourrait entraîner l'économie française dans une spirale dépressive. D'où une perte de recettes fiscales pour l'Etat.

Enfin, une baisse de la part patronale des cotisations sociales qui ne serait pas intégralement répercutée sur les salaires ne viendrait pas seulement nourrir l'inflation, mais également les profits et donc les dividendes. Et ce alors que, depuis deux ans, tous les revenus du patrimoine augmentent, tandis que les salaires réels diminuent.

La TVA sociale ne change rien pour le financement de la sécurité sociale

Au contraire, ça change tout. La SS a été bâtie sur le principe de cotisations qui alimentent des caisses distinctes de celles de l'Etat, gérées par les travailleurs eux-mêmes, aux côtés des représentants du patronat. Cette expérience de démocratie sociale qui donne aux salariés un réel pouvoir sur leurs mécanismes d'assurance collective n'a jamais été acceptée par les libéraux. La Sécurité sociale est, depuis 1990, de moins en moins financée par les cotisations. La part de ces dernières est passée de près de 90% à moins de 56% en 2021. Pendant ce temps, la part représentée par les taxes et impôts est passée de moins de 5% à près de 40%. Cela fait suite aux exonérations et allègements de cotisations, dont le montant s'élève à près de **86 milliards** d'euros en 2023.

La théorie du ruissellement en question



tous les samedis, attac participe aux manifestations pour un cessez-le-feu à gaza

